

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. VEROUX

Le Nord de la France :

Trois mois 15 f.

Six mois 26

Un an 52

ANNONCES : 15 centimes la ligne.

RECLAMES : 25 centimes

— On traite à forfait. —

Roubaix, Tourcoing :

Trois mois 12 f.

Six mois 23

Un an 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nam, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Beghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 6 NOVEMBRE 1870

Voir les dernières nouvelles à la troisième page

Un télégramme de Tours, reçu hier soir, nous apporte le résultat du vote de Paris, dont nous avons publié les premiers chiffres.

Tours, 5 novembre.

Le Ministre de l'Intérieur aux Préfets

Le résultat du vote du 3 est de
442,000 OUI.
49,000 NON.

La situation générale de Paris est bonne. L'ordre n'a plus été troublé par une minorité coupable qu'on peut accuser tout haut de servir les intérêts des Prussiens.

La population de Paris a exprimé l'indignation qu'elle éprouve contre les démagogues, et le résultat du vote est venu donner au général Trochu et à ses collègues une nouvelle force contre les fauteurs de désordres s'ils osaient se soulever encore.

Il reste à savoir si les auteurs de la manifestation ont été arrêtés et s'ils seront poursuivis.

Le préfet de police, M. Adam, après avoir pris des engagements avec les meneurs, a refusé de les arrêter. — On l'a forcé à donner sa démission.

Dans les réunions publiques tenues hier soir, les orateurs ont été unanimes pour protester contre les événements de lundi.

Un orateur ayant raconté les sévices auxquels Jules Favre avait été en butte à l'Hôtel-de-Ville pendant sa séquestration, on n'entendait que ces cris : *C'est infâme ! ce sont des lâches ! ils déshonorent la République !*

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix.)

Londres, 4 novembre.

Les conditions de l'armistice, conformes à celles qui avaient été proposées par lord Granville, ont été acceptées de part et d'autre.

L'Assemblée nationale devra être immédiatement convoquée et être réunie le 15 novembre.

L'échange des signatures, qui assure l'armistice, se fera aujourd'hui même.

Vienne, 3 novembre.

On dément catégoriquement le bruit mentionné par plusieurs journaux étrangers relativement à la prétendue conclusion d'une alliance entre l'Autriche et la Prusse. Cette rumeur est dénuée de tout fondement.

Bruxelles, 3 novembre.

L'indépendance belge dit qu'un officier supérieur français, qui s'est échappé de Metz, vient de lui transmettre les

renseignements suivants concernant la capitulation :

« Le paragraphe du protocole de reddition relatif à l'occupation des magasins à poudre et à l'événement des mines prouve que l'on craint un acte de désespoir comme celui qui a fait sauter la poudrière de Laon.

« L'armée ne voulait pas être prisonnière, et demandait à se battre jusqu'à la dernière heure. Il y eut des pourparlers entre des officiers et des soldats, dans le but de décider si l'on ne devait pas tenter une trouée pour sauver l'honneur de la France. Les généraux Deligny et Clinchamp déclarèrent que s'ils pouvaient réunir de 15,000 à 20,000 hommes, ils se placeraient à leur tête ; mais la dispersion des troupes dans des camps éloignés les uns des autres, la brièveté du délai qui restait pour mettre le projet à exécution, et enfin l'état de faiblesse d'un grand nombre de soldats empêchèrent de rien faire. »

Bruxelles, 3 novembre.

L'Indépendance belge annonce que dans ses bureaux sont venus un grand nombre d'officiers de l'armée de Bazaine qui ont réussi à s'échapper. Tous les détails qu'ils donnent sur la capitulation sont en parfaite harmonie avec ce que le journal a déjà fait connaître, de sorte qu'il n'y a plus de doute possible sur le caractère de la conduite de Bazaine.

Bruxelles, 3 novembre.

On mande de Metz, 1^{er} novembre, qu'un des rédacteurs du journal *l'Indépendant*, ayant rencontré le général Coffinières partant pour l'Allemagne, lui reprocha publiquement sa couardise et l'accusa d'avoir vendu Metz. Le général se plaignit aux autorités allemandes, qui mirent le rédacteur en état d'arrestation.

Bruxelles, 3 novembre.

On mande de Versailles, 2 novembre : M. Thiers a eu hier une entrevue de plus de trois heures avec M. de Bismark. Ce matin une délibération militaire a eu lieu chez le roi ; M. de Bismark y assistait. A 2 heures, seconde conférence à laquelle MM. Thiers et de Bismark ont pris part.

Tours, 3 novembre.

Garnier-Pagès, Pelletan et le général Tamisier sont indisposés par suite des violences dont ils ont été l'objet le 1^{er} novembre.

La conduite de Ferry a été très-ferme et très-admirable. Les élections d'un maire et de 3 adjoints pour chaque arrondissement aura lieu le 5 novembre.

Londres, 4 novembre.

A la réunion de la majorité, Prim annonce qu'il présentera la candidature du duc d'Aoste. Topete regrette que Prim n'a pas présenté Montpensier. Le général Contreras soutient la candidature d'Espartero. Il ne comprend pas un candidat étranger quand il y a Espartero et Montpensier. Ferrand Prim ajoute qu'il ne votera pas pour le candidat étranger et ne lui prêtera pas l'appui de son épée. Madoza dit qu'il ne peut pas s'engager

en faveur du duc d'Aoste. Aucune décision n'est prise au sujet du duc.

Londres, 3 novembre.

Le *Figaro* de Londres publie une brochure attribuée à Napoléon, intitulée : *La campagne de 1870 et les causes qui ont amené la capitulation de Sedan.*

La brochure explique que le plan de campagne était de séparer la Confédération de l'Allemagne du Nord, la Bavière, le duché de Bade et le Wurtemberg et d'obtenir par une grande victoire une alliance avec l'Autriche et l'Italie. Le projet a échoué par les défauts de l'organisation de l'armée et la supériorité en nombre et en discipline des Allemands, ainsi que par les excès de la presse et de la tribune françaises.

UNE FLÉTRISSION.

Il y a dans la nouvelle proclamation de M. Gambetta une phrase que nous n'avons pas lue sans un certain retour de satisfaction sur nous mêmes, car elle nous appartient, ou du moins elle appartient à l'ensemble de nos jugements de politique et d'histoire ; cette phrase, la voici :

« A vous, dit-il aux soldats, de relever le drapeau de la France, qui dans l'espace de QUATORZE SIÈCLES N'A JAMAIS SUBI PAREILLE FLÉTRISSION. »

Telle est la phrase de M. Gambetta. Cette phrase est à nous, et nous rendons grâce au ministre de la défense de ce grand hommage rendu à la France de quatorze siècles.

Nous permettrait-il, après cela, de lui demander comment son patriotisme s'explique une flétrissure si inconnue de la monarchie des Français ?

Il serait utile de donner à l'armée la raison de cette effroyable nouveauté. Les causes en sont diverses sans doute ; mais il en est qui tombent sous le sens de tout homme disposé à la réflexion.

La France de quatorze siècles a eue des inégalités de fortune, mais son drapeau n'a jamais été flétri.

Le baron de Pfeffel, de Munich, nous écrivait naguère que les malheurs présents n'avaient quelque analogie qu'avec les malheurs du siècle de Charles VI et de Charles VII. Mais les causes des uns et des autres sont sans rapport possible.

L'invasion anglaise fut une prise de possession dérivant du droit fatal de ces époques féodales, où la suzeraineté était nominale et donnait lieu, à des droits d'hérédité complexes, en vertu desquels Éléonore de Guyenne, par exemple, avait pu disposer de son domaine et le transférer à un roi étranger : système anarchique contre lequel nous autres, défenseurs de l'unité royale, nous avons droit de protester, mais que nous les fédéralistes révolutionnaires, connus de M. Gambetta, et conséquents avec sa politique. Ceux-ci, en effet, tout en proclamant une certaine indivisibilité théorique, rompent l'unité française, et se constituent à leur guise souverains et dictateurs des provinces sous

le nom de commune ou de ligue socialiste ; ce qui est une autre sorte de féodalité et d'autant plus anarchique qu'elle n'admet aucun droit supérieur de suzeraineté, pas plus dans la personne de M. Gambetta, que dans une réunion quelconque de souverains devenus maîtres par quelque jeu de conquête semblable.

Les souvenirs funestes de la domination anglaise n'ont donc rien d'analogue avec l'inondation barbare des Huns. La première s'explique par des causes de droit historique, quelque tristes quelles soient ; la seconde s'explique par des causes d'une autre sorte, qu'il serait trop long d'énumérer mais dont la principale repose sur l'abandon du principe fondamental d'une société qui avait pu vivre QUATORZE SIÈCLES sans que son drapeau eût subi jamais une FLÉTRISSION.

Qu'il suffise de dire, en général, que ce qui sauve tout drapeau de la flétrissure, c'est le sentiment, l'idée, la motion de l'honneur.

Qu'a-t-on fait de l'honneur ? et qu'est-ce que l'honneur dans une société où il n'y a plus de foi, par conséquent plus de devoir ?

L'armée des quatorze siècles avait un lien de discipline, c'était le respect : où est le respect ?

L'armée croyait au commandement militaire, il n'y a plus de commandement là où il n'y a plus de hiérarchie. Et cela ne s'applique pas à la situation de l'armée telle quelle est depuis trois mois, mais à la constitution militaire telle que l'a faite le gouvernement bonapartiste. Cet empire a voulu une armée de serviteurs, non une armée de soldats ; c'est le point de départ de la vaste ruine que nous voyons, et de la flétrissure inouïe que déplore M. Gambetta.

Mais déplorer la flétrissure va-t-il suffire à la France ? Non assurément, si elle est ressentie par la nation, et si les causes qui l'ont produite sont bien connues, disons à notre tour : EN AVANT ! que la France étudie les QUATORZE SIÈCLES dont lui parle M. Gambetta, et elle saura comment il peut lui être donné de « RELEVER LE DRAPEAU » que l'ineptie plutôt que la trahison — a condamné à des affronts que la vieille France ne connut jamais, et auxquels le patriotisme de l'avenir ne vaudra pas croire.

(Union)

LAURENTIE.

Courrier de Tours

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix)

Paris, 4 novembre.

Le *Moniteur* vient de publier un réquisitoire militaire et politique contre le maréchal Bazaine. Il est signé : De Valcourt. Nous avons lu avec soin ce long document ; sans doute, son insertion au *Moniteur* lui donne une importance particulière ; mais nous y reconnaissons un esprit de parti pris, qui, sans nous rendre suspectes affirmations, nous empêche de les accepter toutes autrement que sous bénéfice d'inventaire.

Nous sommes loin de croire à l'innocence et nous savons ce qu'il faut penser à présent de l'héroïsme de notre glorieux Bazaine ; mais il y a dans le rapport de M. de Valcourt divers passages sur lesquels avant de nous prononcer nous voudrions entendre un débat contradictoire. On sent trop que c'est un ennemi du maréchal qui parle. Aussi quand nous lisons à côté de ce réquisitoire la lettre écrite par le frère du maréchal, nous sommes plus encore confirmés dans ce sentiment que nous ne pouvons dès à présent posséder toute la vérité sur cette terrible catastrophe qui s'appelle la capitulation de Metz.

Il a été dit qu'aucune épreuve ne nous serait épargnée ; voilà en effet que la guerre civile s'ajoute à tous nos maux. La nouvelle de la capitulation de Metz, coïncidant avec la reprise de Bourget par les troupes prussiennes, a été le prétexte d'un mouvement insurrectionnel qui a éclaté à Paris. Le parti qui compte à sa tête MM. Ledru-Rollin, Blanqui, Florens, Félix Pyat, etc., a fait une émeute. Un certain nombre de gardes nationaux ont occupé l'hôtel-de-Ville où siégeaient les membres du Gouvernement de la défense nationale.

Je n'ai pas à vous donner ici les détails de cette sinistre échauffourée ; vous les étonnez déjà.

Comme conclusion, nous apprenons que le Gouvernement s'est borné à destituer MM. Florens et Félix Pyat qui avaient des grades dans la garde nationale ; puis il a décidé de faire appel au peuple, c'est-à-dire qu'il a provoqué un plébiscite.

Nous ne pouvons que l'approuver : il faut que les partis se comptent dans Paris ; il faut que l'on sache combien il y a d'hommes qui veulent absolument maintenir l'ordre, combien il y en a qui veulent établir dans les ruines du passé la république démocratique et sociale.

Il est certain qu'une immense majorité se prononcera en faveur du général Trochu et de ses collègues. Mais, en vérité, nous ne saurions nous élever avec trop d'énergie contre la folie de ces hommes qui songent à faire une révolution et qui organisent une guerre civile quand de Paris on peut voir les positions occupées par l'armée prussienne. Les journées de juin 1848 et le 2 décembre n'ont rien appris à ces hommes ; cependant nous les supposons pas assez dénués de sens commun pour croire que la France se montrerait obéissante à leur dictature, si un coup d'Etat leur donnait le pouvoir. Que veulent-ils ? Ne rêvent-ils qu'une chose : piller Paris ? et faire régner la terreur ? Combien cela durera-t-il de jours ? Ils oublient les Prussiens comme ils oublient les honnêtes gens de tous les partis qui se réuniraient pour les combattre.

Malheureusement, ce n'est pas à Paris seulement que la guerre civile a éclaté : des scènes de violence se sont produites à Marseille, à St-Etienne, à Perpignan, et ailleurs. N'est-ce là que l'avant-coureur des scandales et des luttes que l'hiver nous réserve ?

Nous sommes sans nouvelles de la mission de M. Thiers : nous ne savons

FENILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX. DU 7 NOVEMBRE 1870.

— 30 —

LA GUERRE DU NIZAM

PAR MÉRÉY

XII

UN LETTRE DE SIR EDWARD.

Le caohet n'a point d'armes à sa cire. Ce n'est donc pas sir Edward... H met son blason partout. Alors c'est M. Tower. Il serait absurde de frissonner ainsi devant l'écriture de M. Tower ; mais à la première ligne, on ne frissonne plus.

Pour s'exciter à l'imprudence, Octavie veut devoir se dire à elle-même à haute voix : « Elle est de M. Tower ! » Elle remonte à la source des yeux à la signature. Non ! elle est de sir Ed-

ward !... Qui l'aurait cru ? Octavie d'abord.

La lettre ouverte : « Eh bien ! se dit Octavie, il faut la réformer et la rendre avec dignité à sir Edward, avec cette dignité qui supprime la récidive. Ce doit être bien curieux pourtant, une lettre de sir Edward !... »

Elle répéta trois fois cette phrase. On la rendra sans la lire, mais sir Edward ne croira jamais qu'elle n'a pas été lue. On gagne donc toujours quelque chose en la lisant.

Ainsi raisonnant, Octavie reprend la lettre : « Et puis, dit-elle à voix basse, lisons les premières lignes ; il ne tient qu'à moi de m'arrêter où bon me semblera... A la moindre phrase inconvenante, je jette la lettre par-dessus le balcon. L'offense retombera sur lui. »

Elle mit la main sur son cœur, comme pour lui ordonner de prendre son calme ordinaire, et elle lut :

Sir Edward à Mme la comtesse Octavie « Il n'y rien d'amusant comme le jeu des conjectures, madame ; j'ai souvent joué ce jeu, j'ai perdu ; mais j'en suis fou. »

A ce début, Octavie se donna un sourire et respira.

« Je m'étais alarmée en vain, murmura-t-elle entre ses lèvres. Sir Edward me continue son entretien léger de tout à l'heure ; seulement il en fait un monologue épistolaire ; c'est mieux. »

Octavie ne connaissait pas encore bien sir Edward. En se décidant à écrire une

lettre, Edward avait deviné toutes les susceptibilités de la belle veuve française, et il n'était pas homme à brusquer un début alarmant qui lancerait sa lettre par-dessus le balcon. Il avait donc gradué la forme et le fond de l'épître avec tant d'art, qu'il espérait conduire la lectrice insensiblement, et comme à son insu, jusqu'à la fin.

La jeune femme, un peu remise de son émotion après ces trois lignes, continua sa lecture en l'interrompant quelquefois pour prendre conseil d'elle-même et s'inventant toujours une excuse à l'appui de sa curiosité.

« Madame, nous sommes trois habitants du désert, vous, le colonel et moi ; trois anachorètes. Eh bien ! dans ce royaume composé de trois personnes, il en est déjà une qui trouve que ce monde de trois âmes est inhabitable, et qui se réfugie dans un désert beaucoup plus désert, pour ne pas vivre avec cette horrible société réduite à deux individus. »

« Bien plus ! depuis le moment de votre brusque retraite, nous sommes en délicatesse, le colonel et moi. En perdant la plus belle moitié de notre petit genre humain, nous avons perdu le charme vivant qui adoucit l'âpre tristesse des solitudes. La colère fermente en nous, nous nous observons avec des yeux inquiets ; les hostilités sont à la veille d'éclater à la première occasion. Le colonel et moi, nous formons déjà deux partis bien distincts, comme les whigs et les tories. Si nous avions deux presses,

nous fonderions deux journaux pour nous démolir mutuellement et renverser notre ministère. Je serai peu étonné si je me vois demain rangé en bataille contre lui, et commencer une guerre pour réjouir les corbeaux.

« Après avoir abandonné ce désert, trop peuplé pour vous, madame, vous êtes lancée dans le sombre sillon des conjectures, sans guide et sans fanal. Les conjectures sont d'amusantes erreurs ; on ne sait pas cela lorsqu'on a eu le bonheur d'être jeune comme vous, madame... »

« Un jour, j'avais donné un rendez-vous d'extrême obligation au plus exact de mes amis, la veille, pour le lendemain j'arrivai le premier, j'attendis jusqu'au soir, je restai seul. Il fallut bien dérouler la série des conjectures ; j'inventai deux cent soixante-huit cas d'empêchement pour excuser la faute inexcusable de mon ami. J'avais tout prévu, tout deviné, tout calculé ; j'étais entré dans tous les mystères de la vie du jeune homme ; j'avais déroulé pièce à pièce le mécanisme de mille ressorts, dont un seul, en se brisant, peut arrêter le pied déjà levé pour marcher à un rendez-vous ; je voulais enfin me donner la satisfaction de dire à cet ami, lorsqu'il arriverait, son excuse aux lèvres : « Mon cher, j'avais deviné cela. » Le seul et véritable motif avait été oublié dans le répertoire de mes investigations ; pendant la nuit, mon ami était mort.

« Depuis ce jour, j'ai renoncé aux conjectures, et je m'en trouve bien. »

« Nous causons ensemble aujourd'hui après-midi ; nous causons de bonne amitié, accordez-moi le mot, madame. Tout à coup un nuage a traversé notre entretien, un de ces nuages qui se lèvent, sans raison atmosphérique, au milieu d'un jour serein. Votre voix a pris des notes sérieuses, une fine contraction d'ironie a agité votre regard ; vous nous avez quittés avec cette politesse froide du monde et des salons, qui est formidable dans un désert et sous des palmiers. Il m'a semblé voir le foyer du théâtre italien s'ouvrir dans une gorge peuplée de tigres noirs ; puis vous avez disparu. La tristesse est tombée de la cime des arbres ; le soleil est couché à midi.

« Oui, madame, j'avoue que l'arrivée du colonel a donné à notre entretien un nouveau caractère, et que le ton que nous avons subitement pris alors cotoyait l'impolitesse. Il semblait que nous vous disions : « Madame, votre présence nous importune ici ; vous devriez vous retirer... » On trouve dans certains esprits intelligents une perception si délicate, qu'ils comprennent le sens d'une silence, d'un maintien, d'une attitude, à plus forte raison d'une parole qui n'aborde pas franchement ce qu'elle veut dire, laisse supposer le contraire de ce qu'elle dit. Ce privilège d'organisation, vous l'avez, madame ; mais, comme toutes les rares facultés de ce monde, il dé-